

Mali: l'Afrique de l'Ouest lance un ultimatum de 72 heures à la junte

02:11 - 30/03/12



Le président ivoirien Alassane Ouattara (2D), le président du Bénin, Thomas Boni Yayi (D), le président burkinabé Blaise Compaoré (2G) et le président nigérien Mahamadou Issoufou à Abidjan le 29 mars 2012
© AFP Sia Kambou

BAMAKO (AFP) - (AFP) - L'Afrique de l'Ouest a lancé jeudi un ultimatum de 72 heures à la junte au pouvoir au Mali depuis le 22 mars, brandissant la menace d'un embargo diplomatique et financier faute d'un retour à l'ordre constitutionnel après la chute du président Amadou Toumani Touré.

Le même jour, la rébellion touareg a lancé une attaque sur la ville stratégique de Kidal, dans le nord-est du Mali, région où elle a déjà pris plusieurs localités depuis la mi-janvier.

Une délégation de chefs d'Etat de la Cédéao (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest) conduite par son président en exercice, l'Ivoirien Alassane Ouattara, était attendue jeudi à

Bamako pour une rencontre avec la junte et son chef, le capitaine Amadou Sanogo.

Mais, à la suite d'une brève manifestation de partisans des putschistes sur le tarmac de l'aéroport, les chefs d'Etat ont annulé leur venue.

Autour de M. Ouattara se sont retrouvés pour une réunion d'urgence à Abidjan les présidents Blaise Compaoré (Burkina), médiateur dans la crise, Thomas Boni Yayi (Bénin), Ellen Johnson Sirleaf (Liberia) et Mahamadou Issoufou (Niger).

Après un après-midi de discussions à huis clos à l'aéroport de la capitale économique ivoirienne, ils ont menacé le Mali d'"un embargo diplomatique et financier" sans retour à l'ordre constitutionnel "dans un délai maximum de 72 heures", soit lundi "au plus tard", a déclaré le président de la Commission de la Cédéao, Kadré Désiré Ouédraogo.

Les sanctions incluent une interdiction de voyager et un gel des avoirs dans la région pour les membres de la junte.

Surtout, elles visent à une asphyxie de ce pays très pauvre et enclavé, avec la fermeture des frontières, la fermeture de l'accès aux ports des pays côtiers de la zone et un gel des comptes du Mali à la banque centrale ouest-africaine (BCEAO).

Les Etats-Unis se sont dits "déçus" d'apprendre que les dirigeants ouest-africains n'aient pas pu rencontrer les putschistes.

Autre signe de la montée de la tension: au moment où étaient attendus les chefs d'Etat au Mali, des incidents ont éclaté entre partisans et adversaires de la junte au QG du front anti-putschistes à Bamako. "Il y a trois blessés graves", a-t-on appris de source hospitalière.

En outre, cinq journalistes, dont trois étrangers, ont été interpellés à Bamako par des militaires et conduits au quartier général de la junte, avant d'être libérés, a-t-on appris de sources concordantes.

En sommet à Abidjan mardi, les dirigeants de la Cédéao, qui ont suspendu le Mali de l'organisation, avaient décidé d'envoyer cette délégation pour trouver une issue à la crise née du putsch contre le président Amadou Toumani Touré (ATT), renversé à quelques semaines de la présidentielle du 29 avril.

Selon Djibrill Bassolé, le ministre burkinabè des Affaires étrangères, la Cédéao travaille sur un compromis consistant en une "transition" dirigée par Dioncounda Traoré, président de l'Assemblée nationale dissoute par la junte.

Attaque rebelle

A Abidjan, l'organisation ouest-africaine avait également brandi la menace de la force, autorisant "la montée en puissance de sa force pour parer à toute éventualité".

Mais le Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'Etat (CNRDRE, junte) n'a donné aucun signe d'ouverture.

A l'inverse, les putschistes ont accéléré la consolidation de leur pouvoir, adoptant une nouvelle Constitution qui consacre la prééminence des militaires jusqu'aux élections présidentielle et législatives qui clôtureront la transition et dont la date n'est pas déterminée. Aucun membre de la junte n'est autorisé à se présenter à ces scrutins.

Le président ATT semble pour l'heure hors jeu. Mercredi, sortant de son silence, il a déclaré à l'AFP qu'il se trouvait "à Bamako" et qu'il n'était "pas prisonnier", mais sans préciser sa localisation exacte.

La crise politique se double d'une crise militaire, alors qu'une nouvelle rébellion touareg et des groupes islamistes armés progressent dans le nord du pays, et sont passés à l'action à Kidal.

La junte avait invoqué l'échec du régime d'ATT contre la rébellion pour justifier son putsch.
